

La sécurité régionale du Sud-Est de l'Europe - De la Petite Entente et l'Entente balkanique à l'OTAN -

Dragoş Preda

Introduction

Au début du XX^{ème} siècle les nations de la région de l'Europe Centrale et de Sud-Est se trouvaient dans une lutte constante pour leur indépendance ou pour le parachèvement de leur Etats nationaux. Leurs aspirations se sont toujours heurtées des trois Grandes Puissances situées dans leur proximité – les empires Ottoman, Austro-Hongrois et Russe. Ceux-ci, chacun ayant ses propres intérêts, se disputaient depuis deux siècles la suprématie dans la région et avaient réussi à entretenir de permanentes dissensions internes et rivalités entre les diverses factions politiques, entre les Etats voisins – exacerbées par leur caractère ethnique prononcé. Toutes ces contradictions de la région développées pendant les nombreuses crises internes et internationales, *amplifiées* par la politique expansionniste des Grandes Puissances de l'époque (y compris la Grande-Bretagne) ont conféré aux Balkans l'image d'une aire d'instabilité politique et militaire et la nomination de «**poudrière de l'Europe**».

L'expérience blessante des guerres des Balkans et ensuite de la Première Guerre mondiale imposa – au moment de la conclusion de la paix (1919-1920) – un examen global des relations dans toute la région, ainsi qu'un effort diplomatique multilatéral et intense pour trouver des nouveaux moyens de coopération en partant du respect des intérêts fondamentaux de toutes les Etats, et surtout des nations de la région.

Dans ce contexte, entre les Deux Guerres mondiales (1920-1939), la Roumanie, Etat lié par beaucoup de racines historiques et intérêts aux Balkans et au pays du Centre-Est du continent, a continué à représenter un facteur catalyseur pour le renforcement de la sécurité et le développement de la coopération entre les Etats du Sud-Est de l'Europe, qui se trouvèrent bientôt menacés par la politique des Puissances

révisionnistes. Le but de ces démarches prolongées, concrétisés dans l'organisation de la Petite Entente et plus tard de l'Entente balkanique, était la préservation de la paix et le maintien des capacités propres de défense de cette zone. Cet effort remarquable sous l'égide de la Société des Nations, appuyé surtout par la France – comme on le sait très bien – devait faillir à l'aube de la Seconde Guerre mondiale. Il n'a pas réussi d'impliquer tous les Etats de l'Europe Centrale et de Sud-Est, d'éliminer les tendances centrifuges et ainsi de soutenir les relations politiques par des moyens matériels qui étaient indispensables. Ainsi, une nouvelle expérience, plus blessante que les précédentes, avait éclaté: la Seconde Conflagration mondiale.

A la fin de celle-ci, le monde se trouvait divisé en deux blocs antagoniques, à savoir le bloc communiste totalitariste, sous la domination de l'Union Soviétique, et le bloc de l'Ouest, sous la domination indirecte des Etats-Unis, situation qui a duré presque un demi-siècle et qui fut connue sous le nom de la «**Guerre froide**».

Dans les problèmes majeurs de la scène internationale, les pays de l'Europe Centrale et de Sud-Est devaient poursuivre la politique des «Grandes Puissances» et permettre la présence des troupes et des bases militaires étrangères sur leur territoire, même si souvent cette situation, conséquence directe de la guerre et des nouveaux rapports de forces établis sur le plan international, était en contradiction avec leurs intérêts nationaux. Toutefois, pendant la *Guerre froide* il faut mentionner quelques initiatives prises au début des années '60 qui confirmaient que les hommes d'Etat de la région étaient conscients de la nécessité de donner un cours nouveau et se montraient disposés à surpasser les moments difficiles éprouvés par leurs pays, en ouvrant des négociations et découvrant de

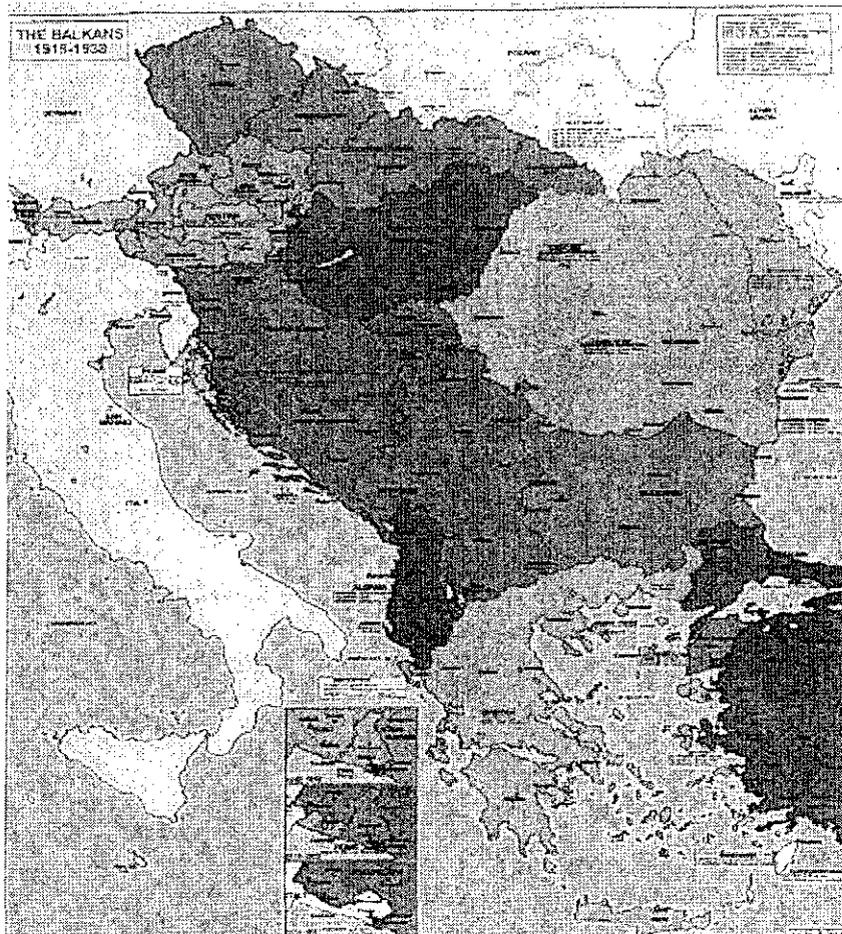
nouveau la voie de la coopération les uns avec les autres, sans aucune immixtion directe des Grandes Puissances.

La fin du XX^{ème} siècle et du millénaire avait beaucoup changé la configuration politique de l'Europe Centrale et de Sud-Est, du monde entier. L'unification de l'Allemagne, l'effondrement du système communiste en Europe, la dissolution de l'URSS et du Traité de Varsovie vont mettre fin à la Guerre Froide, en ôtant le risque d'une confrontation militaire entre l'Est et l'Ouest, ainsi que les barrières artificielles dressées sur la route des relations normales entre les deux parties du continent européen.

Pourtant, le processus de construction d'une Europe unie, basé sur les valeurs de la démocratie, de l'économie de marché, etc. va se heurter, dans un premier temps, des difficultés des pays de l'Europe Centrale et de Sud-Est en transition vers les nouvelles structures politiques, sociales et économiques, processus aussi prolongé qui va affecter la sécurité régionale et internationale. Une véritable zone grise de sécurité a été créée après la chute du Rideau de Fer, comme conséquence

directe des profondes transformations géopolitiques, ce qui a favorisé la réouverture des anciens conflits de nature territoriale, ethnique, confessionnelle, économique. La guerre et la violence politique sont réapparues et le manque d'une action bien concertée des Grandes Puissances, de l'ONU pendant les premiers ans a sérieusement affecté la stabilité de la zone.

Devant un tel danger inattendu, qui risquait à déstabiliser non seulement la région balkanique, mais aussi le continent entier et les zones limitrophes, la communauté internationale a réussi se mobiliser en oeuvrant ensemble avec les forces responsables de tous ces pays pour le rétablissement de la paix et la consolidation des relations démocratiques entre les pays de toute l'Europe. Ainsi, les organisations occidentales, comme l'OTAN et l'Union Européenne, ont promu une politique du consensus et de la solidarité. L'élargissement de l'OTAN vers le l'Europe de Sud-Est représente, comme solution, un fort vecteur de stabilité prolongée vers la Mer Caspienne.



A. La Petite Entente, l'Entente Balkanique et la stabilité régionale entre 1919-1939

La fin de la Première Guerre Mondiale a apporté des changements fondamentaux sur la charte politique de l'Europe et aussi dans le cadre des relations internationales. L'environnement militaro-stratégique en Europe, en général, et en Europe Centrale et du Sud-Est, en particulier, est devenu plus complexe à la suite de la décomposition en 1918 de l'Empire austro-hongrois et, dans une certaine mesure, de l'Empire russe, et l'apparition dans la région des Etats unitaires et indépendants.

L'émergence de ces nouveaux Etats est devenue immédiatement une affaire importante pour la pensée et l'action politique et militaire des cabinets et des cercles influents des Grandes Puissances. Ils considéraient que l'effondrement de l'Empire des Habsbourg avait créé un *vacuum* de pouvoir dans l'aire de l'Europe Centrale et de l'Est, et la question était quelle entité va le remplacer. Partant de ce concept, l'idée de «*Balkanisation*» de l'Europe Centrale et du Sud-Est et de la création dans cette région d'un groupement (alliance) des Etats jusqu'alors instables et faibles, où l'Etat et la nation ne se sont pas soutenues l'un avec l'autre à cause des diversités ethniques, va marquer, inévitablement, pour une période étendue de temps, les opinions et les actions de la région considérée encore comme instable et conflictuelle.

Parmi les stratèges américains il y avait et sera répandu le préjugé que la Double Monarchie aurait été un vrai fourneau des Etats de l'Europe Centrale, nécessaire pour la stabilité de toute l'Europe¹. Le roumain Vasile Stoica² signalait, entre 1919 et 1920, pendant sa mission diplomatique aux Etats-Unis, l'existence des groupes «*effrayés*» et même convaincus que «*les Roumains, les Yougoslaves, les Tchéco-Slovaques et les Polonais, une fois libérés et laissés sans maître [...] auraient tiré les uns contre les autres, comme il s'était passé pendant la Guerre de Balkans [...]*»³.

A son tour, le ministre roumain à Londres, Nicolae Titulescu, envisageant la scène politique britannique, appréciait dans un rapport envoyé le 27 mars 1925 que «*n'importe pas du quel parti ils appartiennent, consciemment ou inconsciemment, d'une façon ou de l'autre, tous les chefs politiques ne font pas confiance dans la stabilité politique du nouvel ordre établie dans l'Europe Centrale et de l'Est [...]*»⁴.

La théorie du «*vacuum de pouvoir*» dans l'Europe Centrale et de Sud-Est fut nourrie par les changements engendrés dans les relations entre les Etats de la région, pendant et surtout après la Conférence de la Paix de Paris (1919-1920).

Il faut préciser, comme les nombreux documents l'ont prouvé, que dans les réunions qui avait eu lieu à Londres, Paris ou à Washington pendant la Grande Guerre, les dirigeants des différents mouvements nationaux de la Roumanie, la Tchécoslovaquie, la Serbie, la Pologne et la Grèce, conscients des difficultés d'établir le trajet des nouvelles frontières, se sont décidés sur une stratégie commune dans le but d'entraver les Grandes Puissances de prendre des décisions, en se concertant sur leur statut politique et territorial. «*Ainsi poussés par un seul désir* – va expliquer Take Ionescu, l'un des artisans de la Petite Entente – *la prochaine Conférence de Paix doit nous trouver avec tous les litiges résolues par nous-mêmes ou par un arbitrage choisi par nous-mêmes. [...] Parce que* – continuât-il – *une réconciliation amiable est toujours meilleure qu'un jugement souvent injuste pour les deux parties impliquées*»⁵.

Les pas entrepris par Take Ionescu, comme ministre des Affaires étrangères pendant les années 1920-1921, pour dresser une **Petite Entente** en Cinq, composée par la Roumanie, la Tchécoslovaquie, la Pologne, le Royaume serbo-croto-slovène (la Yougoslavie) et la Grèce, pays alliés de la France pendant la Grande Guerre, visaient de résoudre toutes les différences et de créer une alliance politique et militaire durable entre la Mer Baltique et la Mer Egée, capable de résister aux tentatives révisionnistes des Etats qui s'opposaient aux réglementations internationales et au statu-quo territorial et politique établi par les traités de paix entre 1919-1920.

Pourtant, les Etats vaincus, à l'exception du nouvel Etat de la Turquie – il s'agit de l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie et la Bulgarie, auquel s'étaient joints l'Union Soviétique et l'Italie – incriminant les «*diktats*» de la Conférence de Paris, vont contester de plus en plus ouvertement ces traités de paix, en demandant leur révision, la récupération des territoires cédés et ainsi le rétablissement de leur «*prestige national*». Il est bien de noter que tous les Etats révisionnistes ont réclamé ces changements territoriaux au compte des nouveaux Etats constitués ou achevés au Centre et Sud-Est du continent.

Les litiges territoriaux ou économiques existantes entre certains de ces Cinq Etats de l'Europe Centrale et de Sud-Est, la proximité des Etats révisionnistes et les évidentes tendances de non-implication manifestées par les Puissances occidentales ont réussi faire rater l'«*alliance des Cinq*».

Toutefois, suite aux tentatives répétées des cercles politiques hongrois et autrichiens d'installer l'ancien Empereur et Roi Charles Ier (IV) de Habsbourg sur le trône de la Hongrie, les gouvernements de Bucarest, Prague et Belgrade, considérant cette restauration comme un premier pas vers la reconstruction de la Double Monarchie, ont réagi cette fois, et, entre 1922-1923, ont mis le fondement de la Petite Entente, une première association des Etats destinée à conserver la paix et défendre la configuration politique récemment établie.

Pour la Roumanie la situation avait été plus menaçante après l'instauration, en mars 1919, d'un régime communiste en Hongrie et suite du plan d'action militaire jointe de Moscou et Budapest. La jonction de deux Armées Rouges a failli suite à la forte réponse de l'armée roumaine,

qui sans être contaminée par les idées anarcho-communistes, a prouvé d'être capable de résister au péril bolchevique, de l'Est et de l'Ouest. Dans la lumière de ces événements, l'alliance politique et militaire conclue entre la Roumanie et la Pologne à Bucarest, le 3 mars 1921, ne représenta seulement une garantie pour la défense de l'intégrité de ces deux Etats, mais également elle avait un rôle de protection contre l'offensive communiste vers les parties centrale et occidentale de l'Europe (le fameux «cordon sanitaire»).

C'est dans ce contexte international que la Roumanie, après 1918, a développé une politique destinée à assurer un réseau d'alliances régionales «entièrement défensives». Cette orientation politique s'intégrait dans les efforts déployés à l'échelle de toute l'Europe pour sauvegarder la paix, considérée indivisible, consolider la sécurité collective du continent et constituait pour les pays intéressés un instrument essentiel d'amplifier la défense de leurs droits fondamentaux (indépendance, souveraineté et intégrité territoriale) et de dissuasion les tendances des éventuels agresseurs.

*

*

*

La principale Puissance gagnante, et aussi le supporter traditionnel de la Roumanie moderne, a été la France. Pendant 1919 à 1939 la politique de la France est fondée par l'adoption d'une stratégie défensive, dans laquelle les alliances conclues avec la Pologne, la Roumanie etc et l'appui donné à la Petite Entente et à l'Entente balkanique ont joué un rôle importante. Le Traité franco-roumain signé en 1926 a été accompagné par une convention militaire secrète, qui stipulée que les Etats Majeurs des deux pays pouvaient avancer des discussions ultérieures concernant les conditions techniques d'une possible coopération⁶. Mécontent avec le contenu rassurant du traité, car il offrait à la Roumanie

*

*

*

Au milieu des années '30, au moment que l'autre alliance balkanique se forgeait, la Petite Entente fut le sujet d'une réorganisation. Le nouveau Pacte, négocié en 1932, signé le 16 février 1933, assignait une dimension supérieure à l'alliance: en vertu du celui-ci les trois Etats ne pouvaient plus à l'avenir conclure des traités avec d'autres, ni faire des actes qui changent leur

«presque les mêmes obligations» que la France devait remplir «en Nicaragua ou Guatemala en vertu de la Société des Nations», Titulescu le regarda toujours comme un instrument diplomatique absolument privé d'un contenu réaliste. Dans les années '30, ses efforts de la transformer dans un «instrument sérieux» n'ont pas abouti, et non plus ceux qui visaient un pacte unique signé par la France et la Petite Entente, alliance vue comme un bloc et projeté d'être une protection réelle contre toutes les agressions. De toute façon, pendant toute l'époque, la France est restée le principal allié de la Roumanie, puisque – comme Titulescu l'avait dit – «*chaque Roumain porte la France au fond de son coeur*»⁷.

*

*

*

situation internationale sans le consentement de tous les composants de la Petite Entente. La même clause de l'obligation des consultations des Etats membres fut introduite aussi dans le Pacte de L'Entente balkanique, un second système d'alliance, signé à Athènes, le 9 février 1934, par les représentants de la Grèce, la Yougoslavie, la Roumanie et la Turquie. (Les

essais de Titulescu de déterminer l'entrée de la Bulgarie dans l'alliance, ou encore de l'Albanie, échouèrent). Il est bien à souligner que ce processus n'a jamais exclu l'amélioration permanente des relations avec les autres Etats, y compris l'URSS.

Ce remarquable effort d'organisation du continent européen à l'époque, et compte tenu des dangers graves qui le menaçaient – dans les circonstances de l'ascension des régimes totalitaires et l'amplification des violations de la loi internationale – a obtenu certains résultats appréciables surtout sur le terrain économique, financier et culturel.

Mais devant les oscillations fréquentes de la politique des Grandes Puissances et leurs propres indécisions et faiblesses, vers la fin de la quatrième décennie, pendant la crise généralisée de l'écroulement du système versaillaise, la Petite Entente et l'Entente balkanique ont subi un échec. La chute de la Tchécoslovaquie en 1938-39 devait compromettre l'existence de la Petite Entente. La signature de Pacte Ribbentrop-Molotov, le 23 août 1939, et l'éruption de la

Seconde Guerre Mondiale accompagnée bientôt de la capitulation de la France, en juin 1940, vont mettre fin à l'autre alliance.

Les nations et les pays de l'Europe Centrale et du Sud-Est, la Roumanie même, isolée, avec ses frontières nationales déchirées, viennent passer, encore une fois, des épreuves très difficiles et sanglantes.

La Petite Entente et l'Entente balkanique ont été des structures politico-militaires, qui ont réuni les pays de l'Europe Centrale et du Sud-Est et qui ambitionnaient de défendre leurs intérêts dans un système intégré de sécurité collective européenne. Même si elles n'ont jamais réussi à répondre à toutes les attentes, leur mémoire a été et reste suffisamment puissante pour générer, dans des moments historiques ultérieurs, même sensiblement différents du point de vue politique et stratégique, d'autres tentatives de reconstruction. Malgré l'échec des deux expériences, on a pu constater la complexité des relations politicomilitaires de la région et le besoin de coopération ressenti par ses anciens partisans.

B. Quelques remarques sur la période de la Seconde Guerre mondiale

Pendant la Seconde Guerre Mondiale, la Hongrie, l'ancien adversaire devenu allié de la Roumanie à la suite des événements contrôlés par le III^{ème} Reich, va constituer encore une fois un pôle catalyseur pour des nouvelles alliances dans la région.

L'évolution dramatique des affaires dans la Péninsule balkanique dans le printemps 1941 détermina l'émergence d'un «nouveau Etat croate indépendant» proclamant, le 10 avril, son indépendance, sous la direction de Ante Pavelić, le chef du Parti fasciste. Deux mois plus tard, le 9 juin, la Hongrie par l'annexion de la contrée de Medjumura, habitée exclusivement par des Croates, va réveiller le vieux ressentiment croate transformé dans une adversité ouverte.

Les mêmes circonstances qui ont bouleversé la carte de l'Europe Centrale, ont rapproché la Roumanie de la Slovaquie, qui s'était déclarée indépendante le 14 mars 1939. Dans telle situation compliquée, les relations entre les trois Etats furent rapidement établies. Après la signature du Pacte Tripartite (la Roumanie – le 23 novembre 1940, Slovaquie – le 24 novembre et la Croatie – le 15 juin 1941) ils se trouvaient dans la même alliance et, ce qui était plus important, tous les trois avaient des relations

tendues avec la Hongrie, dues aux annexions faites par celle-ci au détriment des trois autres (le sud de la Slovaquie et la Ruthénie subcarpatique – 1939, le nord-ouest de la Transylvanie par le Diktat de Vienne – 30 août 1940 et le territoire croate susmentionné). De ce fait, la question de la coopération tripartite et, virtuellement, la reconstruction d'une autre Petite Entente, fut posée.

La première étape s'est développée de l'été 1941 jusqu'à l'hiver du même an, période pendant laquelle entre les trois capitales de nombreux contacts ont eu lieu. Une deuxième tentative, entre 1942 et le début 1943, fut plus féconde: des échanges économiques, culturels, scientifiques, sportifs, ainsi que sur le plan politique et militaire entre la Roumanie et la Slovaquie, la Roumanie – Croatie, la Croatie-Slovaquie sont enregistrés. Dernièrement, une troisième phase peut être placée entre l'été 1943 et le 23 août 1944, mais le niveau de la coopération est bien affaibli, chacun des trois pays étant préoccupé à résoudre ses propres problèmes. Pourtant, Bucarest n'a jamais abandonné l'idée, en s'efforçant de la maintenir au premier rang.

Enfin, l'idée de la Petite Entente ne fut jamais façonnée dans un accord politique et militaire qui aurait reconstruit, légalement et

institutionnellement, l'organisation antérieure. Il y a eu, normalement, beaucoup de raisons, tout d'abord les positions de l'Allemagne et de l'Italie.

C. De la Guerre Froide vers l'OTAN⁸

A la fin de la Seconde Guerre mondiale, en 1945, l'Europe est sortie ruinée et transformée. Les frontières de l'Europe Centrale et du Sud-Est furent redessinées avec le consentement des Grands Alliés occidentaux: l'Union Soviétique annexa de nouveau la Pologne orientale, la Bessarabie et la Bucovine du Nord; les Pays Baltes sont restés dans les frontières soviétiques, quoique leur annexion ne fût jamais reconnue par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. La Pologne recevait en échange la Poméranie, la Silésie et le sud de la Prusse orientale; la nouvelle frontière germano-polonaise longeait ainsi les fleuves Oder et Neisse. Les Soviétiques rattachèrent la Prusse orientale et la ville de Königsberg à la République Socialiste Soviétique Russe. En vertu du traité d'amitié signé avec la Tchécoslovaquie restaurée (1945), l'Union Soviétique annexa la Transcarpathie, la province orientale du pays.

Les autorités soviétiques étaient déterminées à instaurer partout dans les pays «libérés» (occupés) et contrôlés en Europe Orientale et Centrale des régimes amis ou soumis à l'Union Soviétique. Avant même la reddition des Allemands, les troupes soviétiques d'occupation aidèrent les communistes locaux à installer des dictatures communistes en Roumanie et en Bulgarie. En 1945, les mouvements communistes autochtones instaurèrent des dictatures en Yougoslavie et en Albanie. En septembre 1947, à Varsovie, le Kominform, le bureau des partis communistes soviétique, polonais, yougoslave, bulgare, roumain, tchécoslovaque, albanais, italien et français était constitué dans le but de mieux diriger la propagande communiste et accélérer l'installation au pouvoir des nouvelles démocraties populaires. La Roumanie est proclamée République populaire le 30 décembre 1947. La Tchécoslovaquie et la Hongrie deviennent communistes en 1948. En octobre 1949, dans la zone d'occupation soviétique de l'Allemagne était créée la République Démocratique Allemande (RDA), après que les Alliés occidentaux avaient encouragé la création d'une République Fédérale d'Allemagne dans leurs zones d'occupation. Ainsi, en quatre ans seulement, sur la «protection» de l'Armée Rouge toute l'Europe Centrale et Orientale passa sous la

coupe soviétique. L'Europe est désormais partagée en deux, par le rideau de fer qui s'étend "de Stettin, sur la Baltique, à Trieste, sur l'Adriatique", comme l'a dit W. Churchill le 5 mars 1946, à Fulton.

L'accroissement des contradictions et les désaccords répétés entre les anciens Grands Alliés ont ainsi transformé les espoirs d'un retour à une vie internationale normale et ont instauré une atmosphère de méfiance et de crises prolongées, non seulement en Europe, mais partout dans le monde. Un monde, et surtout une Europe divisée en deux blocs opposés, se disputant la suprématie quatre décennies.

Le système international s'est stabilisé dans les années 1950, le mécanisme fondamental de cette stabilité bipolaire résidant dans la dissuasion nucléaire. Le rôle des autres Puissances, donc également des pays de l'Europe Centrale et du Sud-Est, était déterminé par leurs relations particulières avec l'une des superpuissances et leur appartenance à une alliance. En dépit de quelques altérations dans les années 1970, le système a survécu jusqu'au milieu des années 1980.

Dans ce contexte complexe, vers le milieu des années '60 cependant, on pourra constater un vif désir de rétablir les anciennes relations de bonne coopération entre les pays des Balkans, les démarches accomplies surtout dans les domaines de la coopération culturelle-sportive et économique produisant des résultats bénéfiques, y compris sur l'ensemble politique. Un peu plus tard les essais pour l'édification d'une maison européenne commune, ne puissent exclure les nations et les Etats balkaniques, qui font partie intégrante de l'Europe. Si la stabilité régionale représente une condition indispensable du mouvement vers l'intégration, la coopération interactive et multilatérale des Balkans s'avéra indispensable.

En même temps, il est bien de mentionner que pendant le «Printemps de Prague» (janvier-août 1968), il y ont eu des rumeurs concernant la reconstruction de la Petite Entente, même si on se trouvait dans un contexte entièrement différent des époques précédentes. On le sait très bien que depuis janvier 1968 la Tchécoslovaquie a

expérimenté un processus réformateur, qui viser la «démocratisation» du socialisme, en lui conférant un «visage humain». Confronté avec ce défi et ayant le soutien des gouvernements de Varsovie, du Berlin, de Budapest et de Sofia, Moscou a choisi de rejeter les réformes, culminant avec l'intervention armée des cinq pays (le 20-21 août 1968). La Roumanie (membre du Pacte de Varsovie) et la Yougoslavie ont décidé de soutenir le processus réformateur en progrès en Tchécoslovaquie, le niveau de cette coopération trilatérale étant vraiment haut. On peut se poser la question ici si les trois pays n'ont pas pensé à la résurrection de la Petite Entente. Cependant on doit le reconnaître qu'il n'y a aucune évidence pour soutenir l'existence d'un plan pour la reconstruction d'une coopération politico-militaire mutuelle.

Dans les années '80 la politique d'ouverture à l'Ouest de Gorbatchev et l'émancipation des pays de l'ancien bloc soviétique ouvraient la voie à la construction d'une «Grande Europe». Celle-ci fut pensée dans trois domaines: la sécurité, le développement de la démocratie et l'intégration économique. Plusieurs organisations y ont travaillé: la *Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe* (CSCE) réunissait périodiquement depuis sa création à Helsinki, le 1^{er} août 1975, 35 pays – tous les pays européens sauf l'Albanie, y compris les plus petits, en plus les États-Unis et le Canada. La CSCE a contribué à la détente entre les deux blocs et a joué un rôle

utile pour le progrès des *Droits de l'homme* et des libertés dans les pays communistes. Plus tard, elle va offrir, dans cette perspective, un cadre d'accueil aux pays issus de la dislocation de l'URSS.

Avec la chute de l'URSS («l'empire tsariste sous sa forme communiste») l'équilibre bipolaire va disparaître. L'Ouest gagnant va penser qu'avec l'absence du communisme et l'instauration future de nouvelles démocraties on pourra assister à l'instauration d'une paix éternelle, démocratique⁹. Pourtant, les Balkans et le Sud-Est ont représenté, après 1990, le théâtre majeur des conflits sur le continent européen. On peut très bien affirmer que le déséquilibre produit par la fin de la bipolarité a créé un nouveau *vacuum* de pouvoir dans la région, une vraie zone grise de sécurité, comme les spécialistes l'ont dénommée.

C'est à la demande de Gorbatchev, qui va relancer le rôle de la CSCE dans le but de consolider la démocratie et d'accélérer le désarmement, que pendant le Sommet organisé dans la capitale de la France (19-21 novembre 1990) sera adopté la *Charte de Paris* pour une nouvelle Europe. Rappelant le respect de l'intégrité territoriale des États, le non-recours à la force, le règlement pacifique des différends, la Charte saluait «*la fin de l'ère de la confrontation et de la division*» et proclamait la volonté d'«*édifier, consolider et raffermir la démocratie comme seul système de gouvernement*».

*

*

*

Les Guerres de l'ex-Yougoslavie ont réanimé l'héritage de l'idée de poudrière de l'Europe. Le conflit de 1991 va révéler l'intérêt des Grandes Puissances dans la région. Dès septembre 1991, les Nations Unies s'y sont impliquées activement, par l'adoption de Conseil de Sécurité, à l'unanimité, de la Résolution 413; celle-ci imposait un embargo sur les armes pour la Yougoslavie, puis, à la demande du gouvernement yougoslave, la création d'une force de maintien de la paix (UNPROFOR – *United Nations Protection Force*).

Mais sur le terrain les choses ne marcheront pas très bien. Tenant compte des circonstances aggravées de la situation, le Conseil de Sécurité va décider qu'une intervention de la part de l'OTAN était nécessaire, comme la seule organisation militairement capable de résoudre la

situation. Le 14 décembre 1992 le Secrétaire Général de l'OTAN, Manfred Wörner, a reçu une lettre de la part du Secrétaire Général de Nations Unies, Boutros Boutros-Ghali, par laquelle un éventuel support de l'Alliance était demandé pour mettre en application les prochaines résolutions concernant l'ex-Yougoslavie. En acceptant la demande, l'Alliance a confirmé en effet sa volonté politique de consolider le rôle de l'OTAN en tant que vecteur de stabilité hors des responsabilités stipulées par le Traité, en concordance avec les nouvelles missions définies par le *Concept stratégique* adopté à Rome.

La présence de l'OTAN ne fut pas un acte d'option volontaire, mais l'effet de coopération avec les Nations Unies dans le cadre du système de sécurité commun défini par la Charte des Nations Unies. Conformément à ses capacités, les

Nations Unies reconnaissaient ne pas être prêtes ou capables de surveiller tous les conflits dans le monde.

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) constituait un cadre utile – comme une organisation régionale des Nations Unies – mais d'une efficacité limitée.

Les pays de l'ex-Pacte de Varsovie¹⁰, soucieux pour la stabilité de leurs frontières en raison du réveil des nationalismes en Europe Centrale et Orientale et d'une possible résurgence de l'impérialisme russe, avaient besoin d'une garantie crédible, qu'ils ne pouvaient trouver ni dans le cadre de l'OSCE ni de la part de l'Union Européenne, mais du côté de l'Alliance atlantique et, à travers elle, des États-Unis. La Tchécoslovaquie, la Pologne et la Hongrie – qui forment depuis le 15 février 1991 le *groupe de Visegrad*¹¹ (du nom d'une petite ville à la frontière hongroise-tchèque) pour la coordination des positions de politique étrangère des trois pays – ont demandé une association institutionnalisée avec l'OTAN. Ils affirmaient, le 6 mai 1992, que «leur objectif à long terme est une adhésion pleine et entière à l'OTAN».

De son côté, l'Alliance atlantique avait tenu compte des profondes transformations survenues à l'Est et la *Déclaration de Londres sur une Alliance de l'Atlantique Nord rénovée* visant à établir avec les pays de l'Europe Centrale et Orientale un nouveau type de relations fondées sur la coopération (6 juillet 1990).

Il n'était pas question alors d'étendre l'Alliance vers l'Est pour ne pas inquiéter la Russie. Alors, l'Alliance va adopter un nouveau

concept stratégique. Il n'y avait plus de menace militaire globale en Europe et le danger venait désormais des conflits régionaux liés à des facteurs politiques, économiques, sociaux aussi bien qu'à des considérations de défense. D'où la nécessité, tout en maintenant un potentiel de défense collective, de développer le dialogue et la coopération afin de contribuer – avec les autres organisations – à résoudre pacifiquement des crises touchant à la sécurité de l'Europe. A l'initiative des États-Unis et de l'Allemagne, il sera créé le *Conseil de Coopération Nord-Atlantique* (CCNA) qui dès le 20 décembre 1991, réunit périodiquement des ministres, ambassadeurs et experts militaires pour discuter les questions de défense et de sécurité. Le nombre d'États membres – 25 au début (les 16 de l'OTAN, la Russie représentant l'URSS, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Bulgarie, la Hongrie, la Roumanie et les trois pays baltes) – augmentera par l'inclusion, en mars 1992, de 11 autres Républiques de la nouvelle *Communauté des États indépendants*, auxquelles s'ajoutent l'Albanie et la Géorgie. Aujourd'hui il compte au total 38 membres.

La coopération s'est développée dans tous les domaines et s'intensifie dans le cadre du *Partenariat pour la Paix*¹². Ce Partenariat est considéré comme un mécanisme qui doit jouer un rôle important dans le processus d'élargissement de l'OTAN, désormais envisagé par les gouvernements de l'Alliance. Cet élargissement s'est progressivement produit quelques années plus tard.

*

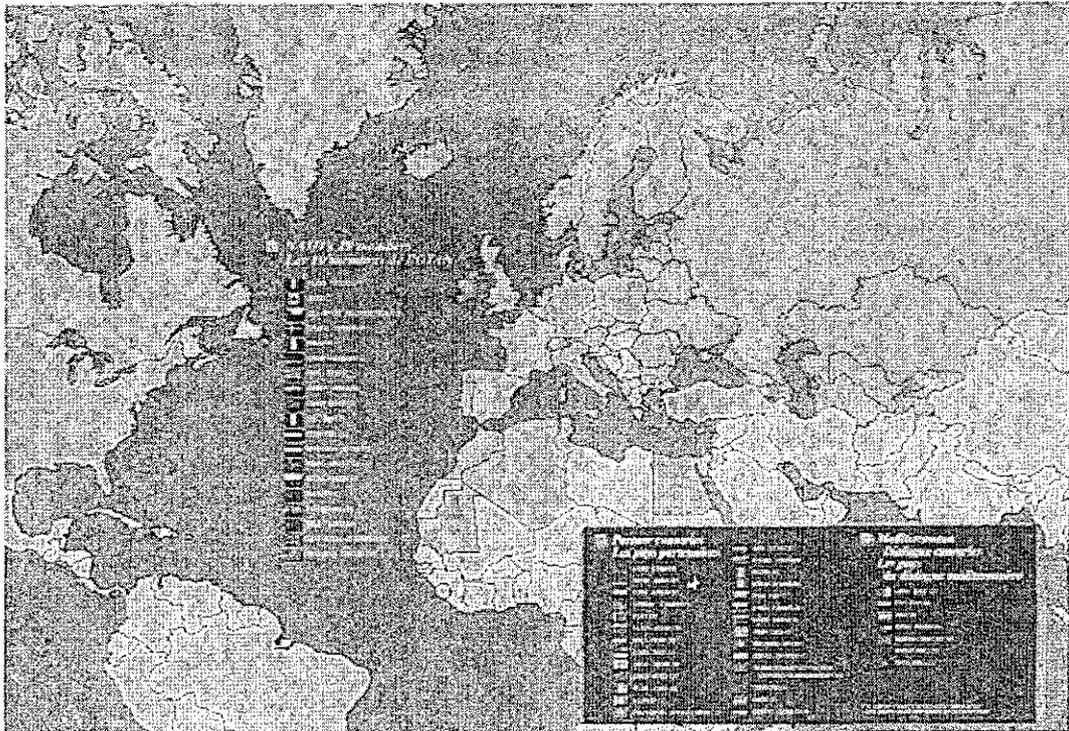
*

*

Dans la même direction on peut inscrire la création de l'*Initiative pour l'Europe de Sud-Est* (SEEI), qui représente une série des programmes et initiatives visant de promouvoir la coopération régionale et une stabilité de long terme dans les Balkans. Conformément aux appréciations du Secrétaire Général de l'OTAN de l'époque, Lord Robertson, il s'avérait nécessaire de donner à la région une perspective pour rejoindre le courant dominant européen, parce que la plus évidente leçon qui demeure des dernières 50 ans est que **l'intégration fait naître de la confiance, de la stabilité et de la prospérité.**

Lancé au Sommet de Washington en 1999, pendant la campagne aérienne au Kosovo,

l'*Initiative* était destinée de se joindre aux autres relations de coopération extensive avec les pays partenaires dans le *Conseil du Partenariat Euro-Atlantique* (EAPC) et du *Partenariat pour la Paix* (PPP). En plus, elle a inclus des pays qui ne faisaient partie de ces institutions et programmes (la Croatie, en 2000, suivie par la Bosnie-Herzégovine, en 2006 aux côtés de la Serbie et du Monténégro), et ainsi elle a conjecturé la trajectoire pour l'élargissement prévu vers les pays de l'ex-République Fédérale de la Yougoslavie, pour parvenir à la tant brigué stabilité et prospérité de l'Europe tout entière.



Conclusions

Les Balkans et l'Europe du Sud-Est représentent une aire très importante dans le processus de consolidation du cadre de la sécurité euro-atlantique. Les évolutions internes des sociétés de ces régions témoignent une transformation démocratique fortement encouragée par les démocraties occidentales et leurs organisations. Pourtant, la façon dont les

pays de cette région accomplissent leurs critères est très relevante pour leurs performances et leurs efforts pour devenir des membres de l'OTAN et/ou de l'Union Européenne. Certains d'entre eux ont réussi d'accomplir les deux, d'autres juste une partie; malgré cela la coopération régionale connaît encore des changements remarquables.

*

D'après Kenneth Waltz l'un des paradoxes de l'ère bipolaire était que dans les alliances asymétriques les petits Puissances «exploitaient» les Grandes Puissances: les efforts auxquels celles-ci étaient condamnés les faire étaient d'abord d'ordre intérieur; ainsi les alliés de l'URSS ou des États-Unis réalisaient moins d'efforts que leur grands partenaires en terme de sécurité (Olson: *Théorie de l'action collective*). Deux États peuvent se rééquilibrer par des efforts internes ou externes donc.

Le commentaire de K. Waltz ne veut dire seulement que les Petits nombres ont des vertus qui manquent aux Grands nombres; ça conduit en fait vers une énonciation plus ambitieuse: plus le nombre est réduit plus les vertus évoquées s'accroissent. Notamment en ce qui concerne la *stabilité du système*, nous ne pouvons pas nous débarrasser entièrement de ce qui semble bizarre

*

comme formulation parce que dans ce cas nous sommes confrontés à l'effondrement de l'URSS. Ce qui pourrait nous conduire à conclure qu'un système bipolaire aurait été plus stable qu'un système multipolaire.

Prenant en compte les idées de Kenneth Waltz, il faut espérer qu'il s'est trompé dans ses considérations et que les futures évolutions des Balkans et de l'Europe du Sud-Est vont stabiliser la vieille «poudrière de l'Europe» et transformer le combat dans une compétition pour le développement en Europe. Il faut essayer, à travers l'avenir de l'«enclave» Kosovo, d'offrir un exemple de réconciliation, de respect des droits de l'homme et de l'identité culturelle de chacun, ainsi de donner une référence pour la postérité, non seulement de l'Europe tout entière, mais certainement de l'humanité... *ensemble*.

NOTES :

¹ Comment le système international peut conditionner, influencer, déterminer la fabrication sociale, l'émergence des politiques étrangères ? Comment le système international *détermine-t-il* les politiques étrangères ? Voilà certaines questions qu'il doit poser concernant notre sujet. Pour répondre à ces interrogations, nous devons penser, inévitablement, au concept d'*équilibre de la puissance* (*balance of power*), idée développée par les travaux de Hans Morgenthau (*Politics among nations*, 1949), Raymond Aron (*Paix et Guerre entre les nations*, 1962), volume dans lequel ce dernier a pris l'essentiel de ses idées, ensuite le livre de Morton Kaplan (*System and Process in International Politics*, 1957), qui a structuré et structure encore le mode de penser les R.I., et qui a été «repris» par quelqu'un qui a eu une ambition fantastique au plan intellectuel, le «père» du néoréalisme: Kenneth Waltz (*Theory of International Politics*, 1979) etc.

² Vasile (Basile) Stoica (1889-1959), écrivain roumain de Transylvanie, ancien officier pendant la Grande Guerre, ami et collaborateur ces années-là de Thomas G. Masaryk et Edvard Benes, ensuite diplomate proche de Ion I.C. Brătianu et Nicolae Titulescu.

³ Apud Constantin Botoran, *The European Scope of the Political and Military Alliances of Romania in the 20's*, in *Geopolitics and History at the Crossroad between Millennia*, coordinators: colonel Dr. Alesandru Dutu, colonel Dr. Petre Otu, colonel Gheorghe Vartic, Military Publishing House, Bucharest, 1999.

⁴ *Ibidem*.

⁵ *Ibidem*.

⁶ Pendant 1926-1939 la coopération franco-roumaine s'est développée surtout dans le domaine des fournitures de guerre et de la formation des cadres militaires.

⁷ Apud Dan Berindei, *The Fundamental Features of Romania's Foreign Policy in the Interwar Years*, in *Geopolitics and History at the Crossroad between Millennia*.

⁸ L'Alliance Nord-Atlantique a été conçue par le souci des Etats-Unis d'allier l'Europe à la défense du camp occidental et cela malgré les tendances isolationnistes existant aux Etats-Unis mêmes. Les Européens ont donc pris l'initiative: en 1947 la France et la Grande-Bretagne signaient le Traité de Dunkerque. Ensuite le 17 mars 1948, au lendemain du «Coup de Prague» (février 1948), un accord est passé entre la France, la Grande-Bretagne et le Benelux: par le Traité de Bruxelles l'*Union de défense occidentale* était née. Mais les signataires se sont bien rendus compte qu'ils ne pourraient résister à une éventuelle invasion soviétique. Ces Puissances vont donc solliciter l'aide américaine. Cela n'a pas été facile en raison du courant isolationniste susmentionné et de la démobilisation des Américains dans l'après-guerre. Mais, le 4 avril 1949 est signé le *Traité de l'Atlantique Nord* ou Traité de Washington, à l'origine par 12 pays: les Etats-Unis, le Canada, la France, la Grande-Bretagne, le Benelux, l'Islande, le Danemark, la Norvège (pas la Suède neutre), le Portugal (sous tutelle britannique), l'Italie, la Grèce et la Turquie. Certains Etats restaient en dehors du Traité tels que l'Espagne, mais dès 1953 les gouvernants de Madrid ont eu des relations privilégiées avec Washington. En plus, la RF d'Allemagne n'a pas été comprise dans le Traité que plus tard. Le traité prévoyait une alliance politique et militaire destinée à défendre les valeurs démocratiques occidentales. Mais, à ses débuts, son organisation était très réduite notamment sur le plan militaire. Or, pour que le traité ait une efficacité réelle, il fallait que les membres signataires aient une stratégie commune, une armée commune et des moyens matériels pour mettre en oeuvre une telle politique. Ce sont les défis de l'époque suivante qui vont déterminer son évolution jusqu'à l'OTAN d'aujourd'hui. En parallèle avec les processus développés en Occident, autour de l'Union Soviétique, le bloc communiste a réussi organiser ses propres instruments: en 1949 on est créé le CAEM (Conseil d'Assistance Économique Mutuelle) et en 1955 le *Traité de Varsovie*, qui répondaient au Plan Marshall et à la création de l'OTAN, quelques années auparavant. La Yougoslavie fait figure d'exception car Tito, bénéficiant d'un grand prestige dans son pays, rêvait de créer une fédération balkanique et plus tard de diriger le mouvement des Etats non-alignés.

⁹ Emmanuel Kant, *Pour la Paix perpétuelle: projet philosophique*, 1795 (trad.), Lyon, 1985.

¹⁰ De l'autre côté de la Guerre Froide, le Pacte de Varsovie établie le 14 mai 1955 entre l'URSS et ses satellites, était une alliance militaire. Il faudra attendre 1955 pour que soit établie une organisation militaire qui soit la balance de ce qu'est l'OTAN à l'Ouest. Cette apparence était cependant trompeuse car l'OTAN ne faisait pas disparaître la politique extérieure de ses membres alors que le Pacte de Varsovie prévoyait une intégration très poussée sur le plan militaire et politique. L'objectif de Staline est de disposer en Europe orientale d'armées qui soient fidèles à l'URSS.

¹¹ Au lendemain de la «révolution de velours», la Tchécoslovaquie s'est prononcée en faveur du regroupement régional informel qui comprenait déjà la Hongrie, la Yougoslavie, l'Autriche et l'Italie, et qui prit le nom d'«initiative pentagonale». En juillet 1991, la Pentagone devint Hexagonale avec l'adhésion de la Pologne, mais ce projet semble compromis par la guerre dans les Balkans.

Plus active et plus concluante avait devenir l'association entre les trois Etats centraux. La première réunion à Bratislava, en avril 1990, n'avait rien donné de concret, sinon un nouveau sommet, le 15 février 1991, dans un château des rives du Danube, près de Budapest, à Visegrad. Un lieu symbolique, puisque six siècles plus tôt les rois de Pologne, de Bohême et de Hongrie y avaient signé un traité d'amitié. Deux autres sommets (Cracovie, octobre 1991; Prague, mai 1992) du «Triangle de Visegrad» ont rapproché les points de vue.

A Visegrad, il s'agissait de proclamer un objectif: «l'intégration complète au sein de l'ordre politique, économique, législatif et du système de sécurité européen» (déclaration commune).

En fait, le triangle a surtout fonctionné comme moyen de négocier ensemble avec d'autres partenaires quand ceux-ci le demandaient. L'intention a été la même dans le domaine de la sécurité: les responsables militaires des trois pays ont insisté à chaque occasion sur leur volonté d'être intégrés à l'OTAN et à l'Union de l'Europe occidentale et de ne pas constituer une nouvelle alliance militaire. Cette nouvelle architecture, moyen du «retour à l'Europe» tant proclamé et espéré, est sans doute la plus réaliste.

Le Triangle de Visegrad est finalement la seule construction sérieuse dans cette région de l'Europe. Elle est portée par une conviction inégale mais réelle des gouvernements. Elle n'était cependant pas considérée par des cercles plus larges comme une solution à la crise de la région.

¹² Le 10 janvier 1994 à la réunion des chefs d'état et de gouvernement membres de l'OTAN de Bruxelles, les pays partenaires de l'Alliance sont invités pour forger un vrai partenariat – un Partenariat Pour la Paix. L'idée de la création de ce programme a été lancée pour la première fois par le général John M. Shalikashvili, ancien commandant suprême des Forces Alliées en Europe (SACEUR). La Roumanie a été le premier pays avoir signé le Document Cadre du PPP, le 26 janvier 1994, après que le 20 décembre 1991 avait devenu membre fondateur du Conseil de Coopération Nord-Atlantique.

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

Sur l'Histoire de la Région:

- IORGA, N., *Histoire des Etats balkaniques jusqu'à 1924*, Paris, 1925.
 JELAWICH, Charles: *The establishment of the Balkan National States (1804- 1920)*, Seattle, 1977.
 L'HERITIER, M., *L'Europe orientale à l'époque contemporaine*, Paris, 1938.
 RISTELHUBER, R., *Histoire des peuples balkaniques*, Paris, 1950.
 SETON-WATSON, H., *The Rise of Nationalism in the Balkans*, New York, 1918.
 Idem, *Eastern Europe between the Wars: 1918-1941*, Cambridge, 1945.
 TOYNBEE, Arnold Joseph, *The World after the Peace Conference, Being an Epilogue to the "History of the Peace Conference of Paris" and a Prologue to the "Survey of International Affairs, 1920-1923"*, Oxford University Press, 1925.

Bâtir une nouvelle Sécurité. La coopération militaire entre la France et les Etats d'Europe Centrale et Orientale de 1919 à 1929. Actes du colloque tenu à Paris les 2-4 décembre 1999. Voir spécialement:

- Jean-Paul Bled: *Le maréchal Foch et le système militaire français en Europe Centrale (1918-1924)*, p. 17-24;
 Nicole Jordan: *Mésentente cordiale: les diplomates et les soldats français face au problème de la barrière de l'Est (1923-1925)*, p. 25-37;
 Bernard Michel: *Le rôle de la France dans la formation des officiers d'Europe centrale dans les années vingt*, p. 39-50;
 Frédéric Guelton: *Typologie des missions militaires françaises dans l'Est européen*, p. 51-67;
 Jacques Bariéty: *Locarno et la politique de sécurité de la France en Europe orientale*, p. 125-146;
 Peter Jackson: *La faillite de la dissuasion française en Europe centrale*, p. 147-177;
 Jean Nouzille: *La politique de coopération militaire dans l'Est et le Sud-Est européen*, p. 403-422;
 Dumitru Preda: *La coopération militaire franco-roumaine en 1918-1919 et la construction de la paix en Europe à la fin de la Première Guerre mondiale*, p. 455-465;
 Traian Sandu: *La Roumanie dans les dispositifs français de la sécurité en Europe centre-orientale (1919-1933)*, p. 467-481;
 Maria Georgescu: *Les relations militaires franco-roumaines dans les années vingt*, p. 483-491;
 Petre Otu: *La signification du traité du 10 juin 1926 entre la Roumanie et la France*, p. 493-517;
 Christophe Midan: *L'aide matérielle militaire française à la Roumanie dans les années vingt*, p. 519-533;
 David Watson: *La coopération militaire entre la France et la Roumanie (novembre 1918-juin 1926)*, p. 535-550;
 John Keiger: *La perception britannique de la coopération militaire entre la France et les pays d'Europe centrale et orientale au début des années vingt*, p. 651-659;
 Alain Porchet: *La Petite Entente vue par les services de renseignement français (1919-1935)*, p. 661-673;

Etudes spéciales

- CAMPUS, Eliza, *Mica Înțelegeră (La Petite Entente)*, Bucarest, 1968.
 DELETANT, Dennis, IONESCU, Mihail, *Romania and the Warsaw Pact: 1955-1989*, Woodrow Wilson International Center for Scholars, Cold War International History Project, 2004.

- POPIȘTEANU, Cristian, *România și Antanta Balcanică* (La Roumanie et l'Entente balkanique), 2^{ème} édition, Bucarest, 1971.
- PREDA, Dumitru, *La Roumanie dans le système des alliances politiques – militaires du XX^{ème} siècle. Coordonnées de la politique étrangère roumaine: entre l'intérêt national et les déterminations géo-stratégiques temporaires*, Bucarest, 1999.
- VANKU, Milan, *Mica Înțelegere și politica externă a Jugoslaviei 1920-1938* (La Petite Entente et la politique externe de la Yougoslavie), București, 1979.
- Géopolitique et Histoire au carrefour des millénaires. La Roumanie face aux nouveaux enjeux de sécurité*, cet ouvrage correspond aux actes des colloques de 4 et 6 mai 1999, de Bucarest, deux réunions scientifiques importantes: le Symposium International sur l'Historiographie Militaire à la fin et à l'aube d'un Millénaire. *Exploits et Perspectives* et le 4^{ème} Colloque International d'Histoire Militaire dans le cadre du thème d'une importance majeure débattu: *Le Développement des relations militaires et politiques dans l'Europe Centrale et du Sud-Est dans le XX^{ème} siècle*.

Voir spécialement:

- Constatin Botoran: *The European Scope of the Political and Military Alliances of Romania in the 20's*, p. 160-166;
- Dan Berindei: *The Fundamental features of Romania's Foreign Policy in the Interwar Years*, p. 167- 180;
- Jean Nouzille: *The Military Aspect of French-Romanian relations between 1919-1939*, p. 181-192;
- Gideon Biger: *Wars and Boundaries in the 20th century Balkan Peninsula*, p. 275-287;
- Ion Alexandrescu: *Romania in the System of Treaties for Friendship and Mutual Assistance Involving the European Countries under the domination of former Soviet Union*, p. 288-293;
- Petre Otu: *Attempts of reconstructing the Little Entente*, p. 299-307;
- Nicolae Uscoi: *The First Peace Operation in South-East Europe and the NATO Presence "out of area"*, p. 335-340;
- Valentin Stan: *New Alliances in Europe and Balkan instability*, p. 341-349;
- Mihail E. Ionescu: *NATO enlargement and the southern flank: South-East Europe during the Post-COLD WAR Era*, p. 350-355;

Sur la Théorie des Relations Internationales:

- Aron Raymond, *Paix et Guerre entre les nations*, 1962, Paris, Calmann-Lévy, 1984.
- Morgenthau Hans J., *Politics among Nations: the Struggle for Power and Peace*, [1949], 6^{ème} édition, New York, Alfred Knopf, 1985.
- Morton A. Kaplan, *System and Process in International Politics*, New York, 1957.
- Waltz Kenneth N., *Theory of International Politics*, Addison-Wesley, 1979.